

Brochure n° 3294

Convention collective nationale

IDCC : 1987. – **PÂTES ALIMENTAIRES
SÈCHES ET COUSCOUS
NON PRÉPARÉ**
(2^e édition. – Janvier 2005)

AVENANT N° 2004-02 DU 6 OCTOBRE 2004
RELATIF À LA CRÉATION D'UNE CPNEFP

NOR : *ASET0550007M*
IDCC : *1987*

PRÉAMBULE

Le présent accord a pour objectif de mettre en place un dispositif paritaire d'information, de consultation et d'étude pour toutes les questions concernant l'emploi et la formation professionnelle dans la branche professionnelle des « Pâtes alimentaires sèches et couscous non préparé ».

C'est pourquoi les parties signataires conviennent de la création d'une commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP).

Article 1^{er}

Composition de la CPNEFP

La commission est composée d'un collège « salariés » comprenant 2 membres par organisation syndicale représentative sur le plan national, et d'un collège « employeurs » comprenant 5 membres maximum.

Tous les 2 ans, chaque collège choisit parmi ses membres alternativement un président ou un vice-président, la première présidence étant assurée par la délégation patronale.

Article 2

Missions de la CPNEFP

1. Sur l'emploi

La commission examine sur la base d'un rapport annuel constitué par le SIFPAF :

- la situation de l'emploi dans la branche professionnelle et ses évolutions ;
- l'évolution des qualifications et des emplois, en regard des évolutions technologiques ou autres ;
- les informations concernant les statistiques des licenciements économiques intervenus dans la branche au cours de l'année lorsqu'ils concernent au moins 10 salariés dans une entreprise adhérente.

En tant qu'instance paritaire et nationale, la CPNE peut émettre des avis et recommandations sur toute question relative à la gestion de l'emploi dans la branche.

2. Sur la formation professionnelle

Elle doit notamment s'attacher à traiter les points suivants :

- étudier les pratiques de formation de la branche professionnelle, leur évolution et leur développement ;
- proposer à la commission sociale paritaire des orientations de formation pour la branche professionnelle et en examiner les modalités de mise en œuvre ;
- participer à l'étude des moyens de formation, de perfectionnement et d'adaptation professionnelle existants pour les différents niveaux de qualification et rechercher avec les pouvoirs publics et les organismes intéressés les mesures propres à assurer l'utilisation de ces moyens dans les entreprises de la branche ;
- aider à la promotion auprès des entreprises des actions d'insertion professionnelle des jeunes en examinant les conditions et les moyens de mise en œuvre des actions d'information et d'orientation des jeunes ;
- concevoir, faire homologuer, valider les certificats de qualification professionnelle (CQP) et autres certificats relatifs à la formation et à la compétence des salariés existants ou à venir, correspondant aux besoins exprimés par la branche ;
- suivre l'application des accords inter-branches sur les objectifs, les priorités et les moyens de la formation professionnelle.

Article 3

Fonctionnement de la CPNEFP

La commission se réunit chaque semestre sur convocation du président et du vice-président. Le SIFPAF assure le secrétariat et collecte les questions de l'ordre du jour soumises un mois avant par les membres de la commission. Le président et le vice-président établissent l'ordre du jour avant diffusion de la convocation au moins 15 jours avant la réunion, accompagnée de tous les documents nécessaires à la préparation de la réunion.

Les frais de déplacement sont remboursés conformément à l'article 8 de la convention collective nationale des « pâtes alimentaires sèches et du cous-cous non préparé ».

La réunion ne peut se tenir qu'en présence de la moitié au moins des membres de chaque collège.

La première réunion annuelle a pour objet principal de faire le bilan de l'année écoulée ; la seconde réunion doit au moins traiter des actions en cours et du programme des actions à entreprendre l'année suivante.

La commission peut décider d'inviter toute personne à titre d'expert gratuit sur une question précise (AGEFAFORIA, APECITA,...).

Il est établi un procès-verbal de réunion, approuvé par le président et le vice-président, et transmis aux membres de la commission par le SIFPAF. Chaque fois que nécessaire, les observations et avis de la commission sont transmis aux organismes compétents.

Les décisions sont prises après accord des 2 collèges.

Article 4

Date d'effet et dépôt

Le présent accord prend effet le jour de sa signature et sera déposé conformément à la législation en vigueur. Les parties signataires s'engagent à demander, en commun, au ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité de faire procéder à l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 6 octobre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France (SIFPAF).

Syndicats de salariés :

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et allumettes, des services annexes (FGTA) FO ;

Fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC ;

Fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

Fédération nationale agroalimentaire et forestière de l'alimentation (FNAF) CGT ;

Fédération des syndicats CFTC commerce, services et force de vente (CSFV).